

# Decision 21-D-13 of June 22, 2021

relative à des pratiques mises en œuvre dans  
le secteur de l'hébergement d'entreprises

Posted on: July 02, 2021 | Sector(s) :

**SERVICES**

---

## Presentation of the decision

### Summary

L'Autorité de la concurrence rejette la saisine de la société Actiburo, faute d'éléments suffisamment probants.

Cette société, fournissant des prestations d'hébergement et de domiciliation d'entreprises, reprochait à la chambre de commerce et d'industrie de Rouen Métropole de proposer les mêmes prestations à des prix prédateurs ou abusivement bas, en utilisant des subventions publiques et en méconnaissant la législation, ce qu'elle estimait contraire à une concurrence loyale au détriment des entreprises actives sur ce secteur.

Mais cette pratique n'a pu être examinée sur le fondement de l'article L. 420-2 du code de commerce, faute d'éléments suffisants relatifs à la détention, par la chambre de commerce, d'une position dominante sur un marché pertinent.

Il en a été de même de la qualification de prix abusivement bas, au sens de l'article

L. 420-5 du code de commerce, les prestations étant proposées par la chambre de commerce à des entreprises, et non à des consommateurs, contrairement aux dispositions dudit article.

*Ce résumé a un caractère strictement informatif. Seul fait foi le texte de la décision.*

---

## Information about the decision

**Origin of the case**

Actiburo

**Decision**

Rejet

**Company(ies)  
involved**

Chambre de commerce et d'industrie  
Rouen Métropole (CCI Rouen Métropole)

---

## Read

le texte intégral

292.18 KB